

● (1430)

## LA CONFÉRENCE DES PREMIERS MINISTRES—DEMANDE D'EXPOSÉ

**M. Allan Lawrence (Northumberland-Durham):** Monsieur l'Orateur, nous voyons qu'il est difficile d'aborder le sujet pendant la période des questions où nous n'obtenons pas de réponses ou simplement des réponses évasives. Comme ma question s'adresse au cabinet, il n'est donc pas nécessaire que ce soit le premier ministre qui y réponde, mais quelqu'un qui était là. Nous avons le droit de savoir ce qui s'est passé hier. Quelqu'un aurait-il l'obligeance de nous le dire?

**L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant):** Monsieur l'Orateur, il ressort clairement des déclarations des autres premiers ministres qui étaient présents, les premiers ministres des provinces, que cette conférence a été une des plus réussies jamais convoquées.

**Des voix:** Bravo!

\* \* \*

## L'AGRICULTURE

## DEMANDE D'EXPOSÉ DU PROGRAMME D'AIDE À L'ÉLEVAGE BOVIN

**M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Étant donné la situation tragique de la tuerie de bétail dans la province de Québec et que le ministre a déclaré à la Chambre la semaine dernière qu'il annoncerait cette semaine un programme d'aide aux propriétaires de troupeaux de vaches, je me demande si le ministre a finalement pris une décision au sujet de cette question importante et s'il peut indiquer à la Chambre ce que le gouvernement a l'intention de faire.

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Je sais que les députés ont le droit de poser des questions pendant la période des questions, mais selon moi, l'honorable représentant exagère. Il a obtenu que ce sujet très important soit débattu ce soir à compter de 8 heures. Dans ces circonstances, je ne puis accepter que des questions sur le même sujet soient suffisamment urgentes pour être étudiées pendant la période des questions.

\* \* \*

## LES RELATIONS FÉDÉRALES-PROVINCIALES

## LA CONFÉRENCE DES PREMIERS MINISTRES—DEMANDE DE TRANSFERT AU DOMAINE DE L'HABITATION DES CRÉDITS AFFECTÉS À CERTAINS PROJETS DE CONSTRUCTION

**M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby):** Monsieur l'Orateur, je reconnais le bien-fondé de la décision que vous avez prise plus tôt et j'aimerais poser plutôt une question au ministre des Finances au sujet de la réunion d'hier entre le premier ministre et les premiers ministres provinciaux. J'aimerais demander au ministre si le gouvernement étudie sérieusement la proposition de certains premiers ministres, qui, si je ne m'abuse, a été fort bien reçue; ils ont proposé que le gouvernement fédéral remette à plus tard la mise en œuvre de certains projets non urgents comme ceux de construction d'immeubles à bureaux et consacre les fonds affectés à ces projets au domaine de l'habitation.

## Questions orales

**L'hon. John N. Turner (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, les premiers ministres étaient tous d'avis que le gouvernement aurait intérêt, dans les régions où l'on assiste à une surchauffe de l'industrie de la construction, à retarder la construction de locaux non résidentiels de manière à permettre à cette industrie de se consacrer à la construction de logements résidentiels. Les premiers ministres estimaient dans l'ensemble qu'il était souhaitable que le gouvernement adopte cette attitude. L'attitude du gouvernement fédéral dépendra des prévisions et de la politique budgétaires.

\* \* \*

## LES FINANCES

## DEMANDE DE MAJORATION DES CRÉDITS ALLOUÉS AUX MUNICIPALITÉS POUR LES TRAVAUX PUBLICS

**M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire. Étant donné les perspectives de chômage pour l'hiver et le printemps prochains, puis-je demander au ministre des Finances si le gouvernement projette d'augmenter les crédits alloués aux provinces pour être redistribués aux municipalités à des fins d'immobilisation comme la construction d'égouts et d'autres services d'utilité publique ou à d'autres fins analogues.

**L'hon. John N. Turner (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, c'est mon collègue, le ministre d'État chargé des Affaires urbaines qui devra faire certaines de ses annonces et les autres seront faites, s'il y a lieu, le soir de la présentation du budget.

\* \* \*

[Français]

## IMMIGRATION

## LES CONSÉQUENCES DE L'EXPULSION DE CERTAINS HAÏTIENS—L'ATTITUDE DU MINISTRE

**M. Eudore Allard (Rimouski):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration.

Étant donné les récentes déclarations de l'honorable ministre à la Chambre à l'effet que le gouvernement désirait stimuler l'immigration de francophones au Canada et traiter avec compassion les victimes d'oppression, le ministre ne croit-il pas que ces deux buts seront contrecarrés par l'expulsion de plusieurs centaines d'Haïtiens du pays, et plus particulièrement de la province de Québec?

[Traduction]

**L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration):** Monsieur l'Orateur, lorsque cette intention du gouvernement quant à l'immigration de francophones a été annoncée, on a précisé que l'immigration devrait être conforme à la législation et aux règlements canadiens. La profonde controverse à propos des Haïtiens de Montréal vient de ce qu'une grande partie sinon la plupart d'entre eux sont entrés au Canada illégalement, sont actuellement en situation illégale, et relèvent donc de la loi sur l'immigration. Cela n'a rien à voir avec le fait qu'ils soient francophones ni avec leur origine.